

INQUIÉTUDES CONCERNANT LA « DÉCLARATION POLITIQUE » DE LA PROCHAINE RÉUNION DES NATIONS UNIES / RHN

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations unies (ONU) et les chefs d'État et de gouvernement sont sur le point de signer une « déclaration politique » dans le cadre de la prochaine réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies, qui aura lieu le 20 septembre 2023 à New York.

Tout d'abord, la déclaration politique n'aborde pas de manière appropriée et approfondie les meilleures pratiques pour prévenir la propagation et l'évolution du SARS-CoV-2 et la propagation potentielle d'agents pathogènes émergents préoccupants. En outre, cette « déclaration politique » n'aborde pas la question du Covid Long, l'un des événements les plus invalidants de l'histoire. Le fait que la propagation du SARS-CoV-2 accélère l'effondrement des systèmes de santé et empêche de nombreux pans de la population, y compris les personnes cliniquement vulnérables, d'accéder à ces systèmes en toute sécurité est également passé sous silence.

Nous demandons à l'ONU de mentionner de manière exhaustive et appropriée le Covid Long dans la déclaration politique sur la prévention, la préparation et la riposte aux pandémies, et de prendre en compte tous les points suivants :

- Le Covid Long doit être considéré comme une urgence et faire partie de tous les plans d'urgence. Nous devons prendre des mesures concrètes pour prévenir et traiter les séquelles massives de l'infection par le SARS-CoV-2 et les handicaps qui en découlent, qui nuisent déjà à la santé d'au moins 65 millions de personnes dans le monde, y compris des enfants.
- L'air pur n'est cité qu'une seule fois dans le document, de manière très vague. Pourtant, l'air pur devrait être un élément clé de la prévention des épidémies aéroportées, qui risquent de se multiplier à l'avenir.
- Il ne semble pas y avoir la moindre mention des masques/respirateurs (ou de toute autre mesure adéquate d'atténuation de la propagation par voie aéroportée d'agents pathogènes, y compris le SARS-CoV-2). Pourtant, des masques de haute qualité sont le seul moyen de garantir une accessibilité immédiate, sûre et universelle dans les espaces publics essentiels tels que les lieux de santé, les écoles, les lieux de travail et les transports.
- Il n'est fait qu'insuffisamment mention de l'impact alarmant sur les hôpitaux, que le SARS-CoV-2 crée ou accélère de multiples façons - par exemple, en entraînant une demande excédentaire ainsi que la maladie et l'absence du personnel de santé. Cette question devrait être au centre des préoccupations, étant donné que l'accès et la sécurité des soins de santé diminuent dans de nombreux pays.
- La déclaration politique n'aborde pas les conséquences sociales de l'« invisibilité » du Covid, ni les questions éthiques soulevées par la normalisation des décès et des handicaps liés au Covid. Il n'y a aucune discussion sur l'exclusion d'une proportion significative de la population de la vie sociale, des lieux de travail, de l'éducation et des soins de santé sûrs. Le risque d'exposition au SARS-CoV-2 encouru par ceux qui ne sont pas en mesure de se protéger, y compris de nombreux enfants, peut entraîner la mort, la maladie, des formes de « mort sociale », la stigmatisation et le harcèlement, en particulier des survivants du Covid, des personnes vulnérables sur le plan clinique et des personnes sensibilisées au Covid.

- Bien que cela ne soit pas clair dans la déclaration politique, nous avertissons que des références à la santé mentale ont été utilisées pour justifier la fin des protections efficaces contre le SARS-CoV2, alors que la santé des personnes évincées des espaces publics depuis le début de la pandémie, et celle des personnes handicapées par le virus, n'est jamais mentionnée ; en outre, nous soulevons à nouveau la nécessité de traiter de manière forte et adéquate les atteintes à la santé humaine de l'infection par le SARS-CoV-2, qui peut cibler pratiquement tous les organes et systèmes corporels. De même, le rôle des entreprises privées devrait être davantage clarifié, notamment, en précisant que la santé et le bien-être des populations sont prioritaires par rapport aux profits financiers.

De plus, lorsque nous avons consulté les documents de l'OMS, nous n'avons pu trouver aucune organisation de défense des intérêts des Covid Longs ou groupe militant sensibilisé à ce sujet qui soit impliqué dans l'élaboration de la déclaration. Comme le Covid Long n'est pas mentionné, il nous semble qu'aucune de ces organisations n'a été consultée.

La plupart de ces préoccupations ont été récemment adressées aux principales parties prenantes, en amont de la réunion de haut niveau.

Une réunion de haut niveau sur la réponse aux pandémies devrait répondre aux questions et aux inquiétudes des personnes directement concernées et touchées par la propagation actuelle du SARS-CoV-2.

Enfin, cette déclaration contient de nombreux points d'inquiétude, et sa signature par les chefs d'État et de gouvernement, l'OMS et les Nations unies représente pour nous un accord mondial pour l'inaction.